

Agir tous pour la dignité

Information Quart monde



© www.verkehrt.ch

Editorial

Il y a urgence à donner un visage ...

Le tableau de Bernadette « les sans visages, les anonymes, les dé-personnifiés » me fait penser aux coupures de budget qui touchent « ceux que l'on ne voit pas ».

Ces coupures sont bien plus graves qu'un exercice arithmétique pour équilibrer les finances d'un pays et souvent décidées par des politiciens qui eux arrivent, heureusement, à bien nouer les deux bouts à la fin du mois. La question est plus grave.

La question c'est bien comment on tranche dans la vie des plus « invisibles » parmi nous, chez des personnes déjà mal en point, à bout, malades, fatiguées et affaiblies par un trop long effort pour vivre et survivre...

La question c'est bien comment on tranche dans le vif, qu'on arrache la fleur fragile, que l'on déracine l'arbre courbé s'accrochant péniblement sur une roche hostile, déjà à la merci du vent...

Enfant j'ai vu pleurer ma propre mère devant les tirelires cassées de nous enfants.

Ce fut décisif dans ma mise en route avec le Mouvement où les larmes et les visages, on refuse de les pousser au loin. On essaie de rester debout face à leur cri, qui serre les gorges. On les regarde, on les voit vraiment, ils ne sont plus anonymes. Et ils ont le droit de nous regarder.

Noldi Christen



Les quatre soeurs aux cheveux noirs © Bernadette Freitag (voir page 3)

Aide sociale : le droit fondamental à une vie digne est en danger

Si une personne ne peut pas trouver un emploi pendant une longue période, elle devrait malgré tout pouvoir mener une vie digne. Mais ce droit est menacé : dans plusieurs cantons suisses, l'aide sociale est attaquée.

Déjà aujourd'hui, vivre de l'aide sociale est quasi impossible : après les dépenses élémentaires, il ne reste plus grand-chose pour participer à la vie sociale. Cela, j'ai pu directement le constater lors de mon activité de travailleur de rue. Rendre visite à des membres de la famille qui vivent ailleurs, s'offrir un verre avec des amis, devenir membre d'une association – nombreuses sont les activités qui ne sont plus financièrement accessibles et conduisent les personnes touchées par la pauvreté à se retirer de la vie publique ou d'en être écartées.

Actuellement, les initiatives politiques visent à réduire encore davantage les besoins de base. La première étape, pour le canton de Berne, consistera à se prononcer en mai prochain sur la question si une personne seule devrait recevoir 8% de moins à l'avenir. Les 18 à 25 ans devraient quant à eux subir une réduction de 15% de l'aide. Les cantons de Bâle-Campagne et d'Argovie vont encore plus loin et veulent la réduire de 30%. Les initiateurs de cette proposition parlent d'un renversement du système, qui devrait promouvoir « la motivation au lieu de la

sanction ». Seules les personnes qui sont activement « prêtes à s'intégrer, engagées et motivées » recevraient le montant précédent la réduction : en d'autres termes, les personnes qui ont encore assez de force pour se hisser au-dessus de la pauvreté. Les autres, celles qui n'ont pas la force de lutter, se trouveraient sanctionnées.

Une telle classification diviserait la population entre « pauvres dignes » et « indignes » et dresserait les personnes les unes contre les autres. L'initiative fait donc partie d'une série de mesures qui, depuis des générations, violent structurellement les personnes en situation de pauvreté et les excluent de la société. En agissant ainsi, la société ne combattra pas le problème structurel de la pauvreté, mais plutôt les personnes en situation de pauvreté. Le fait que les problèmes et surtout les solutions sont imputées presque exclusivement au niveau personnel et que la responsabilité entière est transférée à l'individu est une insulte. Mon expérience pratique montre qu'il ne s'agit pas de motiver les gens à chercher du travail - la plupart des personnes en situation de

pauvreté veulent travailler et contribuer à la société. Cependant, depuis la numérisation, il est devenu très difficile pour certains groupes tels que les personnes sans formation, peu qualifiées ou ayant dépassé un certain âge, de trouver un emploi. Une pression (financière) supplémentaire est tout sauf utile et peut même rendre les personnes encore plus impuissantes et durcir leurs conditions de vie précaire. Ce dont l'individu a besoin, c'est de la confiance et de la certitude que ses besoins fondamentaux seront satisfaits.

Les mois à venir montreront si les réductions prévues seront acceptées par une majorité du peuple. Dans la pratique du travail social ainsi que parmi les personnes directement touchées, cette initiative a été perçue avec une telle indignation que de nombreuses personnes s'opposent activement aux coupures prévues. Un véritable contre-mouvement a vu le jour, qui s'est engagé de façon créative à faire en sorte que l'aide sociale demeure ce qu'elle était censée être : un droit fondamental à un moyen de subsistance digne.

Michael Zeier